

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/12  
11 septembre 2003

(03-4764)

**CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE**  
**Cinquième session**  
**Cancún, 10 - 14 septembre 2003**

Original: anglais

## CHINE

### Déclaration de S.E. M. Lu Fuyuan Ministre du commerce

C'est un grand honneur pour moi de me joindre à vous tous à Cancún, cette belle ville du nord de la Mer des Caraïbes, pour œuvrer ensemble à la réalisation du Programme de Doha pour le développement (PDD).

Permettez-moi de commencer en remerciant notre hôte, le gouvernement mexicain, pour la qualité de l'organisation. Mes remerciements vont aussi au Président du Conseil général, au Directeur général et au Secrétariat de l'OMC pour les efforts qu'ils ont consentis afin de permettre la tenue de cette conférence.

C'est la première fois que la Chine participe à la Conférence ministérielle de l'OMC en qualité de Membre. Debout ici sur le podium, j'éprouve un sentiment de grande responsabilité. En Chine, un vieil adage dit que "un miroir en bronze poli nous aide à nous habiller correctement, et l'histoire en tant que miroir nous aide à voir au-delà de nos succès et de nos échecs".

En 1981, toujours dans cette jolie ville, les dirigeants de 22 pays se sont réunis pour échanger des vues sur l'ajustement des relations économiques Sud-Nord et la reprise du dialogue mondial. Sans doute, cet événement revêtait-il à l'époque une importance particulière. Le temps s'écoule vite et 22 ans ont passé, la physionomie du monde a profondément changé mais nous sommes encore bien loin d'un nouvel ordre économique international qui soit juste et raisonnable.

De la naissance du GATT en 1947 à l'établissement de l'OMC en 1995 et de la conclusion du Cycle d'Uruguay au lancement du PDD, le système commercial multilatéral a connu des difficultés et des déceptions. C'est grâce à la sagesse de l'humanité et aux efforts inlassables de tous ses membres que le système commercial multilatéral est parvenu à résoudre ses problèmes l'un après l'autre et à sortir grandi des diverses péripéties. Édifié sur le GATT qui ne comptait que 23 parties contractantes lorsqu'il a vu le jour, l'OMC a déjà aujourd'hui 146 Membres qui représentent plus de 95 pour cent du commerce mondial de marchandises, dont la valeur globale est aussi passée de quelque 58 milliards de dollars en 1948 à 6,24 billions de dollars en 2002. Et c'est avec beaucoup d'enthousiasme que nous sommes prêts à accueillir deux nouveaux Membres, le Cambodge et le Népal, à cette Conférence de Cancún. Tout cela témoigne du progrès de la société humaine, dans lequel le système commercial multilatéral a joué un rôle central. Néanmoins, nous devons être conscients qu'à l'OMC, les droits des Membres développés et en développement ne sont pas symétriques, leurs obligations ne sont pas équilibrées et leurs gains ne sont pas égaux. Nous devons être conscients que les obstacles à l'accès aux marchés imposés par les nations développées aux pays en développement sont loin d'être éliminés et que l'écart entre Sud et Nord s'est encore creusé au lieu de se combler.

En fait, le GATT à ses débuts incorporait déjà un certain nombre d'articles qui accordaient une attention particulière aux intérêts des Membres en développement et les Accords du Cycle

d'Uruguay sont encore allés plus loin en conférant explicitement aux Membres en développement un traitement spécial et différencié. Toutefois, ces articles n'ont pas été effectivement mis en œuvre.

La Déclaration de Doha de 2001 a aussi clairement indiqué qu'il fallait assurer la croissance des échanges et le développement des Membres en développement, en particulier les pays les moins avancés (PMA). Cependant, les négociations qui ont suivi la Conférence de Doha n'ont pas réussi à obtenir des résultats substantiels réels à cet égard. Au contraire, les pratiques commerciales protectionnistes constamment adoptées par certains pays développés ont beaucoup déçu les Membres en développement.

Par conséquent, notre aptitude à bien saisir la gravité des problèmes évoqués précédemment et à trouver rapidement des solutions aura une grande incidence sur l'avenir et le sort de l'OMC.

Nous sommes convaincus que tous les Membres devraient participer sur un pied d'égalité aux négociations dans le cadre de l'OMC, et que leurs intérêts devraient être pleinement respectés et pris en considération. La grande majorité des Membres de l'OMC sont des pays en développement. Le fait de permettre aux Membres en développement de tirer véritablement parti des négociations est donc une garantie essentielle du succès du PDD. On ne ferait que rendre plus sinueux et plus long le processus du PDD en négligeant un concept de base aussi important.

Comme vous le savez tous, la Chine, en tant que pays en développement, a entrepris d'améliorer les conditions de vie de ses 1,3 milliard d'habitants, et de réaliser l'objectif consistant à mettre en place une société aisée au cours des 20 premières années de ce siècle. Ce que je souhaiterais souligner, c'est le fait que le PIB par habitant de la Chine est inférieur à 1 000 dollars aujourd'hui et que même dans 20 ans, lorsque la Chine aura atteint son objectif, son PIB par habitant sera encore inférieur à 3 000 dollars, ce qui équivaut au PIB moyen actuel par habitant des pays à revenu moyen.

En tant que pays qui compte la plus grande population agricole du monde, la Chine a encore 300 millions de personnes dans les zones rurales vivant au-dessous du seuil de pauvreté et le revenu par habitant annuel de nos agriculteurs est inférieur à 300 dollars en moyenne.

Malgré cela, la Chine a pris d'énormes engagements dans le cadre de son accession à l'OMC. Pour ne parler que des droits de douane par exemple, le taux de droit moyen global de la Chine sera ramené de 15,3 pour cent à 10 pour cent environ sur la base du taux appliqué durant la courte période de 25 mois écoulée entre décembre 2001, lorsque la Chine est devenue Membre de l'OMC, et janvier 2004. Une telle rapidité et une telle marge de réduction tarifaire ont rarement été observées dans toutes les négociations tenues à ce jour, qu'il s'agisse de produits agricoles ou de produits non agricoles. Bien que son agriculture soit très en retard, la Chine a éliminé toutes ses subventions à l'exportation et a consolidé son soutien interne bien au-dessous du niveau des autres pays en développement lorsqu'elle a accédé à l'OMC. Ce sont là d'importantes contributions au système commercial multilatéral et au nouveau cycle de pourparlers.

Nous sommes d'avis que le nouveau cycle devrait pleinement tenir compte des pressions énormes qui s'exercent sur les gouvernements et les industries des nouveaux Membres, y compris la Chine, et en particulier celles auxquelles doivent faire face leurs fragiles industries en restructuration. Les contributions importantes faites par les Membres qui ont récemment accédé à l'OMC devraient être reconnues et leurs préoccupations particulières effectivement prises en considération dans le nouveau cycle de négociations. Ce n'est qu'ainsi que les principes d'équité et de justice de l'OMC peuvent être respectés. Nous avons relevé que de nombreux autres Membres ont exprimé le même avis sur le sujet.

Un autre point que je souhaite souligner est que l'objectif d'une société chinoise aisée ayant un PIB quatre fois plus important en 2020 qu'en 2000 signifie avant tout que le marché chinois doit

quadrupler en termes de taille et de demande totale. La Chine deviendra alors le deuxième marché mondial dont le développement pourra offrir à tous les pays du monde des débouchés commerciaux énormes. La Chine a importé plus de 1 billion de dollars au cours des cinq années écoulées entre 1998 et fin 2002. Au cours des huit premiers mois de cette année, elle a enregistré des importations mensuelles de plus de 31 milliards de dollars en moyenne. À ce rythme, la Chine importera plus de 1 billion de dollars au cours des trois prochaines années et d'ici à 2010, elle sera en mesure d'importer 1 billion de dollars tous les deux ans. L'histoire a prouvé et continuera de prouver que le développement de la Chine est une possibilité historique majeure pour la croissance de l'économie mondiale.

Il nous faut faire face aux grandes différences et difficultés qui nous attendent pour prendre la mesure du nouveau cycle et envisager l'avenir. La clé du succès à cette Conférence de Cancún est de parvenir à combler les divergences des diverses parties, à conduire le processus global de négociation et à parvenir à un consensus sur les questions clés du PDD.

Nous estimons que l'agriculture est au cœur des nouvelles négociations. On ne pourra sortir de l'impasse actuelle ni faire avancer les négociations globales tant que les Membres développés - avec leurs subventions élevées, leur soutien élevé et leurs droits de douane élevés - ne prennent pas d'engagements majeurs et substantiels en matière de réduction. Les négociations sur les trois piliers doivent procéder de manière équilibrée.

Nous estimons que les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles devraient viser à réduire de manière substantielle les crêtes tarifaires et à éliminer la progressivité des tarifs et devraient respecter le principe d'une "réciprocité qui ne soit pas totale" pour préserver véritablement les intérêts des Membres dont l'économie est au niveau des pays en développement.

Nous estimons que dans les négociations sur les autres questions, il faudrait tenir dûment compte des circonstances spécifiques des différents Membres, en particulier des difficultés réelles et des positions des Membres en développement. La priorité devrait être accordée aux préoccupations des Membres en développement telles que le traitement spécial et différencié et la mise en œuvre des Accords du Cycle d'Uruguay.

La Chine est convaincue que la paix et le développement restent les thèmes centraux de notre époque et du monde d'aujourd'hui. La Chine s'est fixé comme objectif primordial pour les 20 prochaines années l'instauration d'une société aisée. Le développement et la prospérité de l'économie de la Chine ne profiteront pas seulement aux 1,3 milliard de Chinois, mais présenteront aussi des avantages économiques et commerciaux importants pour les autres Membres de l'OMC. Et la Chine s'emploiera sans relâche à réaliser l'objectif d'un développement commun avec tous ses partenaires commerciaux.

Pour instaurer une société aisée, nous avons plus que jamais besoin d'un nouvel ordre économique international équitable et raisonnable, nous avons besoin que le PDD donne de nouveaux fruits et nous avons besoin de participer au système commercial multilatéral, de le renforcer et de le faire progresser.

Nous vivons dans un monde plein de couleurs. Les pays ont des civilisations et des systèmes sociaux différents et empruntent des chemins différents pour parvenir au développement et de ce fait devraient se respecter mutuellement et tirer parti des points forts de chacun dans un souci d'avantage mutuel et de réciprocité et devraient se développer parallèlement en recherchant un terrain d'entente tout en mettant de côté les différences.

Chargée d'une haute mission historique et d'une lourde responsabilité historique, la Conférence de Cancún est destinée à avoir une incidence de vaste portée sur les progrès du nouveau cycle de négociations et le développement de l'OMC. Le monde entier nous regarde. La délégation chinoise est disposée à coopérer étroitement et à procéder à des consultations complètes avec les autres Membres de l'OMC pour parvenir au consensus le plus large possible et nous sommes prêts à œuvrer et à contribuer au succès de la Conférence de Cancún.

---